

Commentaire sur « Retour vers le futur »

Espace public, fatalité sociale et incivilité politique

Laurence Kaufmann*

Il est difficile de récuser le sombre tableau que dépeint Sighard Neckel. En alignant pouvoir économique, pouvoir politique et pouvoir médiatique, les nouvelles structures de domination que génère le néo-libéralisme menacent en effet nos sociétés dites démocratiques. D'une part, de telles structures réinstaurent, comme le montre Neckel, des oligarchies de rentiers qui renoncent à toute activité entrepreneuriale, accaparent le capital et visent à accroître sans cesse leur patrimoine. D'autre part, la monopolisation, par ces oligarchies, de l'influence politique et des biens économiques génère la paupérisation croissante du travail et la résurgence de formes extrêmes d'exploitation (travail forcé, trafic d'êtres humains, endettements individuels et collectifs, etc.). Sous de tels auspices, le capitalisme financier réinstaure l'idée même de *destin social*. A la bonne fortune, synonyme de cécité émotionnelle et de torpeur morale, de ces nouvelles dynasties s'oppose la fatalité, synonyme de résignation sinon de désespoir, des dépossédés économiques et des exclus politiques qui doivent sans cesse lutter pour leur existence dans un monde qui leur est devenu fondamentalement inhospitalier.

Si les asymétries brutales et durables que génère la cohabitation de ces deux types de destinées permettent bien de parler de la « reféodalisation » des *sociétés* capitalistes contemporaines, il me semble, en revanche, qu'elles ne permettent pas de parler, comme le font Neckel et Habermas, de la « reféodalisation » de *l'espace public*. Rappelons-le, pour Habermas (1992 [1962], p.19–20), l'ère féodale est caractérisée par le règne d'une « sphère publique structurée par la représentation » cérémonielle des détenteurs du pouvoir, qui font la monstration de leur « mode supérieur d'être », matériel et symbolique, « devant » le peuple. Au 18^e siècle, cette structure acclamative, cérémonielle et unilatérale va peu à peu céder la place à la nouvelle manière d'être ensemble qu'instaure l'« espace public bourgeois ». Dans cet espace « non programmé pour la décision et non pénétré par le pouvoir », les personnes privées, libres et égales entre elles, se réunissent en un *public* animé par le souci de l'intérêt général et par l'échange rationnel des opinions. Pour Habermas, la « reféodalisation » de l'espace public signifie le retour à une culture de l'assentiment : les « opinions non-publiques » du citoyen, dépolitisées par la consommation et les

* Université de Lausanne, CH-1015 Lausanne, laurence.kaufmann@unil.ch.

intérêts particuliers, sont enregistrées sporadiquement et à titre purement plébiscitaire dans les votations et les sondages prévus à cet effet. A l'encontre du mode de participation démocratique qui fait du citoyen un acteur, le nouvel essor du mode théâtral de la politique le condamnerait à l'assentiment passif du *spectateur*.

Or, l'opposition entre participation démocratique et représentation dramaturgique me semble problématique. En effet, la hantise qu'Habermas nourrit à l'égard des formes théâtrales de la vie publique le mène à nier l'un des traits constitutifs des communautés imaginées que sont les sociétés modernes. Ces dernières doivent être rendues tangibles et préhensibles par des techniques iconiques, narratives ou statistiques qui permettent la participation médiata de tous à la « fiction de la totalité » (Peters 1993). Loin d'être l'apanage d'une époque médiévale révolue, la dramaturgie publique est une nécessité ontologique des sociétés à large échelle auxquelles la délibération habermassienne, sobre et austère, n'est guère adaptée. Car si les lois sociologiques sont bien rares, il y en a une qu'il est difficile de récuser : celle de la « détermination quantitative de groupe » dont parle le sociologue Georg Simmel (1999 [1908]). Dès que le nombre s'étend, dit Simmel, un groupe doit élaborer des règles, des organes et des formes de cohésion abstraites dont les cercles de proximité et les formes concrètes d'interaction réciproques peuvent fort bien se passer. C'est bien une telle loi sociologique qui empêche la participation civique parfaitement symétrique dont rêve Habermas et qu'il situe à l'exact opposé de la représentation féodale. Lorsque le nombre de participants à une conversation grandit, il arrive inéluctablement un point où s'instaure une asymétrie entre les êtres qui ont accès à la scène publique et ceux qui n'en sont que les spectateurs. Une telle asymétrie ne menace pas en tant que telle la démocratie ; la mise en retrait du spectateur ne l'exclut pas nécessairement de la sphère publique citoyenne. Au contraire, si l'on suit Hannah Arendt (1991 [1977]), le point de vue désintéressé mais concerné du spectateur est plus impartial que celui de l'acteur ; alors que ce dernier est absorbé dans ses agissements, le spectateur est suffisamment distant pour garder sa « faculté de juger » et porter le sens ultime de l'événement.

Si la dramaturgie et l'asymétrie caractérisent aussi bien la sphère publique féodale que la sphère publique démocratique, elles ne peuvent justifier le verdict de la « réfédéralisation » de l'espace public contemporain. Un tel verdict est d'autant moins justifié, me semble-t-il, que ce dernier n'est pas saturé par les autoreprésentations ritualisées du pouvoir. Le pouvoir d'enrichissement et les inégalités structurelles que décrit Neckel ne reposent guère sur la mise en scène de la distance symbolique qui séparerait les personnes publiques et les sujets qui leur doivent allégeance. Loin de se présenter, sur la scène de visibilité partagée que constitue l'espace public, comme une classe supérieure à laquelle l'on doit obéissance, la caste des nantis ne demande pas la reconnaissance cérémonielle de sa légitimité : elle détient *de facto* le pouvoir. Autrement dit, les nouvelles instances de domination n'occupent pas le devant de la scène ; elles sont dispersées, difficilement identifiables et, bien souvent, sans visibilité

publique. Leur pouvoir s'exerce grâce à une organisation réticulaire qui agit sans paroles, esquive le regard public et échappe ainsi à l'épreuve de publicité, au double sens de mise en visibilité et d'ouverture au jugement. C'est bien ce que pointe la société à double fond dont parle Boltanski (2009) : derrière les bavardages du pouvoir et les collectifs de surface qui constituent « la société » se dissimule « l'ordre social » d'une domination principielle, générique, largement *invisible*, en l'occurrence celle de l'Etat capitaliste et des intérêts entrepreneuriaux qu'il soutient et favorise. Le problème n'est donc pas, *per se*, la sphère publique structurée par la représentation ; le problème est que cette scène sert à détourner l'attention publique et n'est en rien le lieu où se jouent et se déjouent les véritables rapports de force.

Si le concept de reféodalisation ne permet pas de rendre compte du déclin de l'espace public, comment caractériser ce dernier ? Il faut d'abord éviter, à mon sens, la spatialisation quelque peu réifiante de l'espace public comme, précisément, un *espace* uniforme et univoque caractérisé par des traits structurels stables. L'*Öffentlichkeit* est avant tout une *relation de communication* qui se caractérise, comme le suggère Joseph Morsel (2011), par la « possibilité d'une réponse ». Or, ce sont bien des dispositifs de « non-réponse » que produisent les nouvelles castes lorsqu'elles désertent la scène publique et se réfugient dans des espaces confinés qui favorisent la violence des rapports sociaux. Car ces nouveaux privilégiés n'esquivent pas seulement l'épreuve de publicité ; ils renoncent également à la rhétorique universaliste et au principe de civilité qui caractérisent idéalement l'espace public bourgeois. En effet, la politique moderne et le procès de civilisation qui lui est concomitant exigent, en principe, la suspension de toute arrogance identitaire et imposent une manière civilisée de se rapporter les uns aux autres – suffisamment civilisée, en tous les cas, pour présupposer un répondant et éloigner le spectre de la pure utilité ou de la pure violence. Le problème est que le pouvoir pacificateur des circuits réglés de l'échange communicationnel ne peut s'exercer sur le pouvoir sans paroles de ceux qui se soustraient à la lumière publique. Le pouvoir pacificateur des échanges n'est d'ailleurs pas seulement menacé par ceux qui se soustraient à l'obligation, tout à la fois politique et morale, de répondre publiquement de leurs actions ; il est aussi menacé par les nouvelles rhétoriques populistes qui envahissent l'espace public proprement dit, que ce soit en Europe ou aux Etats-Unis. Au nom du rejet brutal du « politiquement correct », une telle rhétorique couvre de soupçons et d'anathèmes des groupes sociaux entiers et les prive de tout moyen de répondre ou d'argumenter.

S'il y a bien faillite de l'espace public, c'est donc moins en raison du retour à une forme de représentation pré-bourgeoise qu'en raison de la double disparition de *la politique* au sens normatif de l'auto-institution de la société par elle-même. D'une part, l'affirmation du pouvoir de la collectivité sur son propre devenir historique fait place à la soumission aux mécanismes opaques de la (dé)régulation économique et de la reproduction sociale. D'autre part, le pari politique proprement moderne, à savoir celui la « nécessaire et improbable invention d'un monde commun entre

étrangers» (Dewey 2003 [1927]), se délite. Alors que la distance sociale entre les individus et/ou les groupes sociaux est censée être une différence de degré qui ne compromet pas leur inscription dans une société de semblables, elle tend à devenir, comme le suggère Sighard Neckel, une différence de nature qui menace le principe même du vivre-ensemble.

Références bibliographiques

- Arendt, Hannah. 1991 [1977]. *Juger. Sur la philosophie politique de Kant*. Paris : Seuil.
- Boltanski, Luc. 2009. *De la critique. Précis de sociologie de l'émancipation*. Paris : Gallimard.
- Dewey, John. 2003 [1927]. *Le public et ses problèmes*. Pau : Farrago.
- Habermas, Jürgen. 1992 [1962]. *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*. Paris : Payot.
- Morsel, Joseph. 2011. Communication et domination sociale en Franconie à la fin du Moyen Age : l'enjeu de la réponse. Pp. 353–365 in *L'espace public au Moyen Age – Débats autour de Jürgen Habermas*, édité par Patrick Boucheron et Nicolas Offenstadt. Paris : PUF.
- Peters, John D. 1993. Distrust of representation: Habermas on the public sphere. *Media, Culture and Society* 15(4) : 541–571.
- Simmel, Georg. 1999 [1908]. *Sociologie. Etudes sur les formes de la socialisation*. Paris : PUF.